Rapid'Info CSE du 30 mars 2023

En préalable de l'ouverture de ce CSE, la CGT a lu une déclaration.

Depuis le mois de janvier, des centaines de milliers de citoyens se mettent en grève et défilent à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse.
Elles exigent le retrait de la réforme des retraites du gouvernement qui entend nous faire travailler toutes et tous plus longtemps…la suite ici.

Migration de la messagerie sur Office 365

Pour la CGT, de nombreux problèmes subsistent et vont persister quant au déploiement et à la formation des agents. De même l'outil enregistrant toutes les conversations écrites, la confidentialité des échanges n'existe plus.
Pour rappel, le point de départ de ce dossier renvoie à l'achat d'office 365 pour tout Pôle emploi (28 millions € environ sur 4 ans) a été voté lors du Conseil d'Administration du 15 décembre 2020 (contre l'avis de la CGT).
La CGT Pôle emploi continue à regretter qu'une solution Open Source ait été écartée à l'époque, sans expérimentation et tient à alerter l'ensemble des agents sur les risques sécuritaires encourus liés à Office 365.
Demain toutes les données hébergées chez Microsoft Europe sont assujetties au Cloud Act, loi américaine, qui autorise des agences de surveillance à accéder à toutes les données des clients des sociétés d'origine américaine quel que soit le lieu d'hébergement dans le monde.
Une solution aurait existé pour se prémunir de ce risque réel consistant à posséder une clé de chiffrement des données Pôle emploi uniquement. Le Conseil d'Administration n'a pas retenu cette option pour des raisons budgétaires, choisi de s'affranchir du RGPD, alors même que les risques sont avérés.

Point sur la politique de sûreté de Pôle emploi

Le document présenté ne fait état que d'éléments relevant de la prévention secondaire ou tertiaire c'est à dire tout ce qui est en réaction voire en réparation d'un incident. La CGT constate et regrette que la prévention primaire c'est à dire l'anticipation n'ait pas une place plus importante dans la politique de sûreté de l'établissement. Aucune analyse n'est réalisée sur les causes des incidents. Aucune remise en cause des orientations de la DG ni des réglementations d'assurance chômage antisociales du gouvernement.
Retrouvez ici notre tract sur la sécurité à Pôle emploi.

Points divers

Lors de ce CSE, la CGT a demandé - seule - à la direction un étalement du retrait des jours de grève pour les agents qui le souhaiteraient. La direction régionale nous indique que cela relève de la DG…qui a déjà refusé.

La direction nous informe que les agents peuvent continuer à transmettre leurs arrêts de travail par mail sur la bal GA Paie et Temps, sans passer par C'zam.

Contacter la délégation CGT : Syndicat.CGT-Paysdeloire@pole-emploi.fr
Les élus : Hugo Boistier, Géraldine Cottenceau, Cathy Montavon, Dimitri Magnier
La représentante syndicale : Laurence Day